

APPEL POUR UNE ASSEMBLEE

L'ETAT D'URGENCE NOUS PROTEGE

COMME LE CHAT PROTEGE LES SOURIS

La condamnation des employés de Goodyear à 9 mois de prison ferme. Les menaces appuyées du patronat corse sur les grévistes de la SNCM et la condamnation des employés à 30 000 euros par jour de blocage du port de Marseille. Plus largement la répression active des luttes sociales, des manifestations... Bienvenue sous l'état d'urgence. Il y a deux mois, c'était pas Disneyland non plus, mais depuis la répression a mis le pied sur l'accélérateur.

Les dernières décennies ont accumulé les mesures sécuritaires, plans vigipirates, tribunaux d'exception, fichage ADN, écoutes généralisées etc. Toutes ces mesures n'ont pas empêché les attentats.

Bien sûr il y a les tueries de masse de novembre dernier. Bien sûr il y a les calculs des politiques, la montée électorale de l'extrême droite. Tout cela participe d'une ambiance propice à des mesures d'exceptions. Le traitement médiatique hystérique qui en a été fait a encore rajouté à cette ambiance délétère.

Les mêmes politiques intérieures et extérieures qui conduisent aux attentats en sortent ainsi renforcées. Les guerres, la misère et le désespoir fourniront les conditions de nouveaux attentats.

Il est illusoire de croire que donner les pleins pouvoirs à la police va protéger la population. Autant qu'il est mensonger de prétendre que bombarder les populations vivant sous le joug de Daech va les aider à s'en libérer. De la même manière, la déchéance de la nationalité n'est en rien un rempart contre les attentats, mais plutôt un message fort contre les millions de personnes qui sont nées ici de parents étrangers et ont conservé une autre nationalité, pour leur faire peur, pour qu'elles se taisent.

A quoi sert l'état d'urgence ?

L'état d'urgence s'inscrit dans -et seulement- dans une logique de crise du capitalisme. Bientôt 6 millions de chômeurs en France et une nouvelle crise qui s'annonce alors que la précédente n'est toujours pas terminée. Le pouvoir accumule les moyens répressifs, législatifs pour mettre en place l'austérité pour toute-s les prolétaires. De nouvelles mesures d'austérité toujours plus dures sont en préparation. Tout est fait pour museler par avance nos oppositions, nos résistances.

D'autant qu'il y a déjà à faire : ANI, Loi Macron, fermeture des accueils de la CAF et de pôle emploi, autant de mesures que l'état d'urgence renforce, parce qu'une loi n'est rien sans l'appui de la force.



L'État va s'empresser d'utiliser ses nouvelles armes contre tous ceux qui contestent : c'est déjà le cas avec les assignations à résidence de militants anti-COP21 et cela le sera demain pour des grévistes ou d'autres manifestants pas assez pacifiques. Rappelons aussi que l'état d'urgence permet de fermer tout lieu soupçonné d'accueillir des réunions « susceptibles de provoquer ou d'entretenir du désordre » par simple décision du préfet. Que n'importe quelle association considérée comme dangereuse par le ministère peut être dissoute...

L'état d'urgence et la propagande sécuritaire servent aussi à détourner les responsabilités.

Qui veut la guerre ? certainement pas les populations d'Irak et de Syrie, du Moyen-Orient, mais logiquement ceux qui sans cesse accumulent des armes de plus en plus sophistiquées pour exploiter les travailleurs partout dans le monde et piller les richesses.

De même ici ce n'est pas la jeunesse ouvrière qui est responsable de la crise et du chômage, c'est pourtant elle qui est ciblée et remplit les prisons.

Combien de perquisitions dans les beaux quartiers ?

Déjà des milliers de perquisitions. Des policiers surgissant à toute heure, fracassant les portes, détruisant les appartements. Contre qui ? Presque toujours des prolétaires, des habitants des quartiers ouvriers. Désignés aux yeux de leurs voisins, par le jeu des rumeurs, par les on-dit, jusque chez leurs employeurs, à l'école de leurs enfants, etc, comme des terroristes massacreurs en puissance.

Tout cela est banal, normal. C'est la réalité de l'état d'urgence. La réalité du racisme aussi. L'origine de certains prolétaires, leurs fréquentations réelles ou supposées de lieux de cultes sont arbitrairement suspectes aux yeux de l'État, des flics, ou encore de petits fachos en herbe et autres dénonciateurs zélés.

Comme toujours dans ce genre de dispositifs policiers, on s'attaque d'abord à des cibles particulières, avant d'étendre à l'ensemble de la population. On nous a déjà joué la même blague, avec le fichage ADN qui devait nous protéger des « violeurs et des pédophiles » et qui est devenu une pratique normale pour les pros qui passent par la case garde à vue.

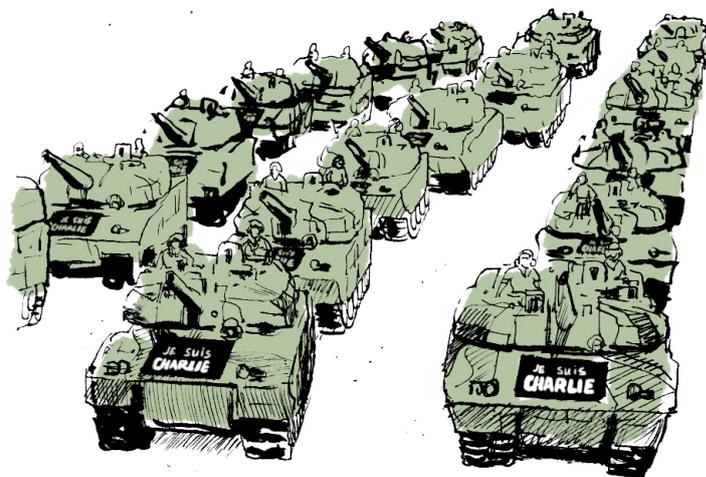
Retour à la normale ?

Comme nous l'écrivons plus haut, l'état d'urgence s'inscrit dans un contexte de crise du capitalisme. Pour rester compétitifs, pour surnager dans la crise, le patronat s'en prend toujours plus durement à nos conditions de vie et de travail.

Revendiquer seulement la fin de l'État d'urgence est loin d'être suffisant. Défendre le « retour à la normale » d'un système qui fonce dans le mur, c'est valider une logique qui conduit tout droit à la catastrophe.

Le contenu de cette catastrophe, nous le connaissons déjà. C'est l'exploitation, les interventions impérialistes, l'état policier... Et notre situation qui ne fait qu'empirer.

Dans l'immédiat nous appelons à une assemblée sur la base d'un accord minimal avec ce texte, assemblée que nous comprenons comme un moment d'un large combat pour détruire le capitalisme.



Pourquoi une assemblée ?

Face à la situation actuelle, plusieurs réunions publiques se sont tenues, proposant peu de perspectives. Plusieurs cartels regroupant associations, syndicats d'un côté, partis et organisations politiques de l'autre se sont rassemblés, notamment pour appeler à la manifestation du 30 janvier.

Il manque un espace d'organisation à la base, pour toutes celles et ceux qui souhaitent se retrouver ensemble pour lutter. Une assemblée avec un fonctionnement horizontal, pour élaborer ensemble, pour débattre, pour construire notre solidarité de classe face à l'éparpillement et à la répression des luttes sociales. Une assemblée qui ne s'arrête pas à la contestation de l'état d'urgence au nom des libertés civiles. Une assemblée qui s'attaque plus largement à ce qui a rendu l'état d'urgence nécessaire aux yeux de l'Etat : la continuité de l'exploitation, la gestion de la misère et de la pénurie.

Assemblée samedi 30 à 16h30 à la chapelle (36 Rue Danielle Casanova, métro Compans-Caffarelli)

RESEAU COMMUNISTE ANTIGESTIONNAIRE TOULOUSE

TOULOUSE.RESEAUANTIGESTION.ORG